

# ALAIN ANTIL

Directeur du Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri

**Robert Dossou, président de l'Association africaine de droit international, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle du Bénin**

Je donne la parole à Monsieur Alain Antil qui va introduire. Après, je suivrai l'ordre prévu dans le programme qui nous a été remis. Merci bien. Monsieur Antil, vous avez la parole.

## Alain Antil

Merci, Monsieur le président. Je n'aurai pas la prétention d'introduire cette table ronde, qui va aborder des sujets extrêmement variés. Mais je vais essayer de faire le lien avec ce qui a été dit hier, à la plénière sur le Sahel, pour illustrer un peu l'évolution de l'Afrique de l'Ouest.

Aujourd'hui, nous sommes un peu plus de dix ans après le début des problèmes au Nord du Mali. Et nous avons beaucoup de littérature scientifique produite par des chercheurs africains, européens et autres pour pouvoir avoir un peu de recul sur cette évolution.

Pour revenir sur l'évolution du Sahel, il y a quelques leçons qui peuvent être tirées à la fois de ce qui n'a pas marché et de ce qui a marché. Parce qu'au Sahel, il y a plein de pays qui ont essayé des politiques. Certains n'ont pas réussi du tout et d'autres semblent dans une meilleure voie.

Je vais faire la synthèse à la fois de cette littérature scientifique et d'un certain nombre de mesures qui ont été prises. Je procéderai par constatations, six ou sept maximum. La première, c'est qu'il ne faut pas penser ce conflit du Sahel, qui est en train de déborder sur d'autres États d'Afrique de l'Ouest, en termes de terrorisme international.

Évidemment, il y a une dimension terroriste internationale dans ce conflit, mais ce n'est qu'une dimension dans un champ beaucoup plus complexe. Si les dimensions internationales sont présentes, il ne faut surtout pas oublier qu'il y a de puissants moteurs internes à ces conflits. Ce sont des insurrections auxquelles on a affaire et ces insurrections prennent différentes formes.

L'une des formes est effectivement le salafisme djihadiste, mais ce n'est pas la seule forme. Aujourd'hui, si on regarde la mortalité des civils ces trois ou quatre dernières années, nous voyons que certaines milices d'autoprotection ou certains groupes armés ont fait également beaucoup de victimes civiles. Donc, il faut avoir ce premier constat en tête.

Le deuxième, c'est ne pas nier les racines internes des conflits. C'est important de le dire, parce que finalement les acteurs extérieurs et les acteurs étatiques ont tendance à les nier. Les

acteurs étatiques, parce qu'ils se dédouanent ainsi de leurs responsabilités. C'est bien pratique de dire : « C'est la fatalité. Cela vient d'ailleurs », surtout quand il y a des raisons de le dire.

Et puis, les acteurs extérieurs, ça les arrange aussi, parce que Barkhane n'aurait certainement pas eu de mandat pour faire autre chose que de la lutte antiterroriste. Si on avait défini collectivement qu'au Mali il s'agissait d'une insurrection armée contre l'État central, est-ce que les Français auraient pu ou auraient dû se déployer là-bas ? Ce n'est pas du tout évident.

Donc, tout le monde a intérêt à définir ce qui se passe en Afrique de l'Ouest et au Sahel en particulier à travers des définitions réductrices qui arrangent tout le monde. Ce n'est pas nouveau. On fait ça depuis très longtemps. Il faut avoir une lucidité sur les fragilités, sur les revendications non entendues de certaines parties de la population et sur les discriminations sur des bases régionalo-communautaires de populations entières.

Ces frustrations peuvent s'exprimer de manière violente. Évidemment, c'est le dernier recours. Il y a eu des signaux d'alerte avant dans certains pays, mais c'est comme ça qu'il faut entendre ce qui se passe au Sahel. Nous ne pouvons pas comprendre l'extension du conflit si nous ne comprenons pas cela.

La troisième leçon que l'on peut retenir, c'est que la réponse « militaro-sécuritaire » est nécessaire et indispensable – il ne faut pas être naïf - mais elle n'est pas suffisante. L'autre partie de la réponse n'est pas forcément de dire : « nous allons augmenter les aides ». Si nous réfléchissons un peu à ce qui s'est passé ces dernières décennies, les aides peuvent aussi alimenter la conflictualité, si elles sont massivement détournées et que les populations soi-disant bénéficiaires ont conscience de ces « évaporations multiples » qui se font au niveau national comme au niveau local.

Il y a eu des travaux, sur la place de l'État au Mali telle que certaines populations habitant dans les zones touchées par la violence l'envisagent. Ces populations demandent qu'à minima, les forces de sécurité puissent apporter la sécurité des populations et qu'un appareil judiciaire puisse faire des arbitrages non contestés et non contestables, ce qui n'est pas le cas dans bien des litiges malheureusement, notamment dans les litiges fonciers dans les espaces ruraux. Cette question du système de justice et de la sécurité des populations est quelque chose d'essentiel, qui vient même encore avant la question de l'aide et du développement.

Quatrième point, il faut des réponses sécuritaires, je viens de le dire, mais il faut que ces réponses sécuritaires soient pensées de telle manière qu'elles n'amènent pas à un surcroît d'insécurité. Et l'on a eu dans certaines réponses militaires dans les pays sahéliens une réponse militaire un peu mal calibrée, qui a finalement accru la violence dans certaines parties des territoires.

C'est un aspect extrêmement important, parce que lorsque l'on pense que l'on tue des terroristes en arrivant dans des villages qui fournissent effectivement des terroristes, nous radicalisons la situation. C'est ce qui se passe, par exemple, en ce moment au centre du Mali. Et il y a des pays sahéliens qui réussissent mieux que d'autres. Donc, ce n'est pas non plus une fatalité. Je ne suis pas là pour porter une parole de désespoir.

Le cinquième point, cela a été évoqué hier, mais j'aimerais revenir sur ce point : c'est penser que la réponse désordonnée de la communauté internationale n'est que du ressort de la

communauté internationale. Là encore, il faut interroger cette pensée, parce qu'en réalité, et nous l'avons vu notamment au tout début dans les premières années de ce qui s'est passé au Mali, si l'on considère que les aides sont des rentes et que les aides en temps de guerre sont des rentes comme les autres, un pays, s'il veut continuer à avoir des rentes, a intérêt à avoir beaucoup de guichets peu coordonnés les uns avec les autres.

Je ne dis pas que tous les pays sahéliens ont fait ça et je ne dis pas que les pays sahéliens qui ont pensé comme ça à une époque le font encore, mais ça a été un problème. Cela a été dit à plusieurs reprises par des gens de la communauté internationale. Lorsque l'on regarde le début des années 2010, il y a eu une quinzaine de stratégies Sahel : Banque mondiale, Union européenne, etc. Il n'y avait même pas la même définition géographique du Sahel.

Mais il ne faut pas sous-estimer cet aspect de politique intérieure importante. Plus nous avons de guichets, moins les guichets se parlent les uns avec les autres et plus nous avons finalement de sources de financement. Si l'on considère ces aides en termes de rente, on n'a pas intérêt à ce que tout cela se coordonne.

La sixième leçon que l'on peut retenir, c'est l'erreur de penser qu'il s'agit d'une crise passagère qui sera réglée dans cinq ans. Je pense qu'aucun d'entre nous ne le pense. Mais, de toute façon, nous sommes en train de vivre une espèce de rupture historique de plusieurs dimensions qui se conjuguent les unes aux autres. Il y a effectivement la question du terrorisme international. Mais nous pouvons lire ces révoltes comme des révoltes des périphéries contre les centres politiques. Nous pouvons lire ces insurrections comme des révoltes des campagnes contre les villes. Nous pouvons lire ces insurrections comme les révoltes des dominés d'hier, ce que l'on appelle en sciences sociales les « cadets sociaux », c'est-à-dire les anciennes couches serviles, par exemple, qui sont nombreuses au Sahel, qui essaient de s'émanciper de la tutelle politique dans certains espaces ruraux et cela peut générer de la violence.

Par exemple, vous savez comme moi, enfin tous ceux qui connaissent le Sahel le savent, dans certaines zones, lorsque l'on est d'origine servile, on n'a pas accès à la propriété foncière. On reste un sous-citoyen. Les gens n'acceptent plus ces situations.

C'est d'ailleurs à l'origine du recrutement dans certains groupes djihadistes. Si l'on regarde, par exemple, le groupe djihadiste qui s'appelle Ansarul Islam, qui est né au Nord du Burkina Faso, qui est lié à la Katiba Macina, mais qui a son autonomie, les premières recrues étaient des gens d'origine servile et leurs premières victimes étaient les élites de leur propre communauté.

Donc, ne résumons pas non plus les problèmes sahéliens à des problèmes intercommunautaires. Il y a aussi beaucoup de problèmes dans les communautés. C'est très important et, parfois, ils sont encore plus violents.

Enfin, et c'est peut-être un point qu'il faut aussi méditer, il faut penser que même si la majorité des populations au Sahel est aujourd'hui horrifiée et contre les violences des salafistes djihadistes, il n'est pas du tout dit qu'une partie importante des populations sahéliennes ne soit pas d'accord avec leur objectif politique final, c'est-à-dire changer les modes politiques existants pour quelque chose de branché sur un référentiel religieux, non pas seulement pour l'amour de la religion, mais tout simplement pour avoir une gouvernance beaucoup plus acceptable et moins corrompue.